



PREMIER MANDAT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL BILAN INTERMÉDIAIRE 2019 - 2021 ET PERSPECTIVES



SOMMAIRE

INTRODUCTION	4
I. LE RÔLE POLITIQUE ET STRATÉGIQUE DE L'INSTITUTION AFFIRMÉ DANS UN DIALOGUE POLITIQUE ACCRU ENTRE ETATS ET GOUVERNEMENTS ET AVEC LES PARTENAIRES	7
Organisation à temps et avec succès des réunions statutaires	8
Des initiatives majeures pour la continuité éducative face à la pandémie	8
Développement de la thématique « Langues, éducation, vivre ensemble »	9
Un programme d'action innovant pour les 60 ans de la CONFEMEN	10
II. DEUX PROGRAMMES COMPLÉMENTAIRES RENFORCÉS POUR MIEUX ACCOMPAGNER LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES	11
PASEC2019 : des résultats de qualité à la disposition des pays et des partenaires	12
L'Observatoire de la qualité de l'éducation s'affirme comme un grand programme complémentaire du PASEC	14
III. UN PARTENARIAT RENFORCÉ ET UNE MOBILISATION ACCRUE DES RESSOURCES	17
Renforcement des liens avec les acteurs de la Charte de la Francophonie	18
Diversification du partenariat et mobilisation des ressources financières	21
IV. UNE GOUVERNANCE AMÉLIORÉE ET UNE COMMUNICATION ACTIVE POUR PLUS D'EFFICACITÉ ET DE VISIBILITÉ	26
Renforcement de la gouvernance et de la communication interne	28
Amélioration de la gestion des ressources humaines et matérielles	29
V. DES PERSPECTIVES QUI AUGURENT DES LENDEMAINS MEILLEURS	31
Réorganisation du Secrétariat technique permanent	32
Une nouvelle dynamique d'action et de mobilisation des ressources	33
CONCLUSION	34



INTRODUCTION

Au cours de la 58^{ème} session de la Conférence des ministres de l'Éducation de la Francophonie (CONFEMEN), tenue à Bathurst le 28 mai 2018, les ministres des États et gouvernements participants, ont entériné la décision du Bureau de la CONFEMEN n° 58/2018/D008, portant « Approbation et adoption du rapport du Groupe restreint de travail pour la présélection des trois candidats au poste de Secrétaire général de la CONFEMEN » et, conformément au Procès-verbal d'audition des candidats, décidé de nous nommer au poste de Secrétaire général de la CONFEMEN.

À la suite de cette décision de nomination, le gouvernement du Bénin, a accepté de nous mettre à la disposition de la CONFEMEN par détachement, pour un mandat de 4 ans renouvelable une fois. Ainsi, le 02 janvier 2019, nous avons effectivement pris service à Dakar en remplacement de M. Jacques Boureïma KI dont nous saluons le travail effectué au cours de deux mandats successifs, notamment pour le développement des évaluations internationales du PASEC et le lancement de l'Observatoire de la qualité de l'Éducation comme deuxième programme de la CONFEMEN.

Notre ambition à notre prise de fonction était de poursuivre et renforcer la dynamique de croissance dans laquelle était engagée l'institution en tenant compte des nouveaux enjeux de l'éducation au plan international et de la dynamique de transformation engagée par la nouvelle Secrétaire générale de la Francophonie, Mme Louise, qui a pris fonction en janvier 2019.

Le diagnostic réalisé sur la situation du fonctionnement du STP-CONFEMEN après les premiers mois de notre premier mandat nous ont conduit à proposer, dès la réunion des Correspondantes et Correspondants nationaux de mai 2019, notre vision et notre projet d'action pour le développement de l'institution qui peut se résumer en trois grands axes.

Premièrement, renforcer la place et le rôle de la CONFEMEN dans la Francophonie en affirmant son identité comme institution politique et stratégique de référence dans le domaine de l'éducation, à travers les activités pertinentes pour la transformation de l'éducation qui seraient proposées dans le cadre des

deux programmes complémentaires que sont le PASEC et l'Observatoire de la qualité de l'Éducation (OQE), mais aussi en affirmant l'identité francophone de l'institution à travers une synergie d'action avec les autres institutions de la Francophonie et de l'Éducation au plan international.

Deuxièmement, mobiliser les États et gouvernements membres ainsi que les ressources nécessaires pour mieux impacter l'éducation dans les États et gouvernements membres à travers, d'une part, des innovations pour répondre à la diversité des attentes des États et gouvernements membres selon les spécificités nationales et régionales et, d'autre part, la diversification des ressources financières, notamment en positionnant l'institution comme le partenaire privilégié des principaux bailleurs de l'éducation (PME, BM, AFD, Fondation B et M Gates...) et des grandes organisations internationales de l'éducation (AUF, UNESCO, UNICEF...).

Troisièmement, améliorer le fonctionnement du Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN (STP-CONFEMEN) à travers des textes fondamentaux et un organigramme révisés au regard des enjeux liés à l'ODD4 et l'agenda 2030 pour l'éducation, d'une part, en organisant deux départements techniques forts et équilibrés (PASEC et OQE) et un département de gestion comptabilité plus efficient (avec des ressources humaines aux compétences adéquates et au statut aligné sur les autres organisations internationales) et, d'autre part, en améliorant les conditions de travail au niveau du STP et les liens avec le pays siège, le Sénégal.

Il est important cependant de préciser que notre action en tant que Secrétaire général se déroule depuis plus de 2 ans maintenant, dans un contexte de pandémie de la COVID 19 qui a nécessité de faire preuve d'ingéniosité et d'innovation pour assurer la résilience de l'institution.

Le présent document fait la synthèse des activités réalisées durant ces trois années (2019 - 2020 - 2021) et représente le bilan partiel de mon premier mandat qui s'achèvera le 31 décembre 2022.

J'exprime ma reconnaissance et mes remerciements aux États et gouvernements membres ainsi qu'à tous les partenaires techniques et financiers qui ont apporté leur contribution dans la mise en œuvre du

plan d'action biennal 2019-2020 et du plan d'action 2021 permettant ainsi à notre institution d'accomplir sa mission d'appui aux politiques éducatives de l'espace francophone.

Toutes les activités et les résultats présentés dans ce document synthétique, n'ont pu se réaliser sans la disponibilité d'une équipe dynamique qui, depuis plusieurs années, œuvre inlassablement au rayonnement de la CONFEMEN au sein de son Secrétariat technique permanent basé à Dakar. Ils sont à féliciter et à encourager. Il en est de même des Correspondantes et Correspondants nationaux, collaborateurs directs du Secrétaire général au sein des États et gouvernements membres que nous remercions sincèrement pour leur disponibilité.

Nous ne saurions passer sous silence le soutien politique dont nous bénéficions des Ministres membres de la CONFEMEN, sous le leadership du Président en exercice, l'honorable Dominic Cardy. Nous leur exprimons toute notre gratitude.

C'est aussi le moment de réitérer tous nos remerciements au Gouvernement du Bénin, mon pays, pour le soutien et la confiance et au Gouvernement du Sénégal, pays siège de la CONFEMEN, pour les facilités offertes en vue du bon fonctionnement du Secrétariat technique permanent.

Professeur Abdel Rahamane BABA-MOUSSA

Secrétaire général de la CONFEMEN



Encadré 1 : 2019-2021, des défis importants relevés en contexte de pandémie de la COVID 19

Cet encadré résume les grands défis relevés au cours de la période, parallèlement à l'organisation des activités traditionnelles des instances et des programmes.

L'année 2019 pour une affirmation de l'identité et un meilleur positionnement en Francophonie

En accord avec notre vision, nos interventions aux 106^{ème} et 107^{ème} sessions du Conseil permanent de la Francophonie à Paris et à la 108^{ème} session à Monaco, suivies de la 36^{ème} Conférence ministérielle de la Francophonie ont permis d'affirmer la place de la CONFEMEN comme institution francophone de référence en éducation. Plusieurs Ministres et Ambassadeurs ont été rencontrés pour remobiliser les États et gouvernements : le Maroc a ainsi confirmé l'accueil de la 59^{ème} ministérielle. La CONFEMEN a siégé pour la première fois à la 84^{ème} Session du Conseil de coopération de la Francophonie, en mars, et y siège en permanence depuis, ainsi que dans les autres cadres de réflexion. La CONFEMEN et son Président ont reçu l'Administratrice de l'OIF au siège à Dakar en juillet, notamment pour lancer, avec l'OIF et l'AUF, le projet du centre KIX Afrique 21 financé par le GPE. La réunion du 29 janvier 2020 entre le SG de CONFEMEN, l'Administratrice de l'OIF, le Recteur de l'AUF, le Secrétaire général de la CONFESJES et leurs équipes a favorisé une nouvelle dynamique de synergie d'action pour l'Éducation en Francophonie.

En 2020 : une institution résiliente face à la pandémie de la COVID 19

Le projet de célébrer en « grande pompe » les 60 ans de l'institution en 2020, avec le lancement du programme inédit des « Chefs d'États parrains » a été compromis par la pandémie. Cependant, le lancement du rapport international PASEC2019, en présence du Président Macky Sall, premier Chef d'État parrain de la CONFEMEN, de 200 participants et près de 2000 personnes connectées dont de hautes personnalités comme les directrices générales de l'UNESCO et du GPE, le représentant de la Secrétaire générale de l'OIF et le Directeur de France Éducation International (FEI) qui ont pris la parole, témoigne de la résilience de l'institution qui s'est engagée pour la continuité éducative à travers plusieurs réunions de partage d'expériences entre les ministres et le lancement de l'initiative « ImaginEcole » au profit des enseignants et des élèves. Cette résilience est rendue possible par l'intégration du numérique dans le travail du STP et pour les réunions et webinaires orientés vers la résilience des systèmes éducatifs.

En 2021, l'amorce d'un rayonnement international à travers deux programmes forts : PASEC et OQE

La rédaction des rapports nationaux des 14 pays du PASEC2019 s'est poursuivie, de même que l'appui du PASEC aux pays et aux partenaires notamment: l'évaluation des élèves du programme Elan financé par l'OIF et celle des effets de la COVID 19 sur les acquis des élèves au Burkina Faso, au Burundi, en Côte d'Ivoire et au Sénégal, financé par l'ISU ; le lancement de l'évaluation nationale pour Sao Tomé ; la participation à la coalition mondiale pour les données d'apprentissage avec la Banque mondiale, l'UNESCO et l'UNICEF.

L'OQE poursuit son essor avec des partenariats internationaux : KIX Afrique 21 (pour 21 pays d'Afrique) avec l'OIF et l'AUF sur financement du GPE (webinaires et études réalisées sur des thèmes prioritaires : enjeux des langues d'apprentissage, assurance qualité des enseignants, renforcement institutionnel des États...) ; évaluation des manuels scolaires dans six pays pilotes en partenariat avec l'UNESCO et l'appel de Cotonou sur la qualité des manuels, lancé par les ministres lors de la restitution à Cotonou ; l'étude sur les plans sectoriels de l'éducation à l'épreuve de l'ODD4 dans 17 pays qui a permis d'identifier, avec les pays, les axes d'intervention du plan stratégique 2022-2026 pour mieux accompagner l'atteinte des cibles de l'ODD4. Une tournée de mobilisation autour dudit plan a débuté auprès des partenaires (UNESCO, AUF, FEI, AFD, GPE) et des pays (Congo, Rwanda, Roumanie) et se poursuit.

2019-2021 : une amélioration constante des ressources, de la gestion et de la communication

Les activités ont été menées de façon satisfaisante et visible à l'international grâce au travail des deux pôles transversaux : gestion et communication. Cela a permis un accroissement significatif des ressources de 21,35% entre 2018 et 2021, et une plus grande visibilité des activités de l'institution sur les réseaux de communication modernes : site de la CONFEMEN, Facebook, LinkedIn, Twitter, YouTube, etc. Enfin, ces résultats sont aussi dus à l'engagement des ministres de l'Éducation, des CN et de l'équipe du STP CONFEMEN ainsi qu'à l'appui des partenaires dont l'OIF, la CONFESJES, l'UNESCO, l'UNICEF, l'AFD, la DDC Suisse, l'ICESCO, France Éducation international Fondation Bill et Melinda Gates.

A l'issue des trois premières années du mandat, la CONFEMEN est placée en orbite pour une émergence internationale qui augure des perspectives intéressantes en accord avec la vision et les objectifs fixés.

**I. Le rôle politique et stratégique
de l'institution** affirmé dans un
dialogue politique accru entre
États et gouvernements et avec
les partenaires



Organisation à temps et avec succès des réunions statutaires

En collaboration avec la présidence en exercice, le Secrétariat technique permanent (STP) de la CONFEMEN a organisé toutes les réunions des instances de la CONFEMEN. Après la réunion de l'intersession de novembre 2019 (Paris), plusieurs réunions du Bureau ont été organisées en 2020 et 2021 (6 réunions organisées dans le contexte de la COVID 19 sur 2 programmées).

A l'occasion de la réunion du Bureau de l'intersession du 15 novembre 2019, nous avons eu à présenter notre projet de réformes pour le développement de l'institution et de son STP. Les ministres ont salué la qualité de cette nouvelle vision qui se traduit à travers les orientations suivantes :

- Réaffirmer l'identité et le rôle de la CONFEMEN comme institution de référence en matière d'éducation au sein de la Francophonie et au plan international.
- Diversifier les champs d'intervention de la CONFEMEN en fonction des enjeux actuels de l'Éducation et des spécificités régionales et nationales et, améliorer la mobilisation des ressources afin de mieux impacter l'Éducation dans les États et gouvernements membres.
- Réorganiser le STP CONFEMEN en vue d'optimiser la gestion des ressources humaines et les conditions de travail du personnel et améliorer les liens avec le pays hôte, le Sénégal.

Dans cette perspective, le Bureau a autorisé des mesures transitoires de réorganisation en attendant la réalisation d'un audit organisationnel qui permettra de prendre des décisions définitives.



Réunion du Bureau de l'intersession 2019

Dans le contexte de crise sanitaire de la COVID-19 et ses répercussions sur l'Éducation, le Bureau a tenu, en 2020, trois réunions extraordinaires (mars, avril et novembre) et une réunion ordinaire (décembre). Les 3 premières portent sur l'échange d'expériences pour assurer la continuité éducative, la qualité des acquis et l'équité en période de confinement. La quatrième a permis de valider les plans d'action et le budget 2021.

Des initiatives majeures pour la continuité éducative face à la pandémie

Les réunions du Bureau tenues dans le contexte de la COVID 19 ont permis notamment de publier une Tribune commune des ministres de l'Éducation sur le plaidoyer en faveur de la continuité éducative et de mener des études pour soutenir les actions en faveur de l'utilisation du numérique éducatif, notamment à travers l'initiative ImaginEcole.

Imaginecole est une plateforme de ressources éducatives de qualité, en ligne à la disposition des élèves et des enseignants, pour soutenir l'apprentissage. L'initiative, lancée lors de la réunion du Bureau de mars 2020, couvre actuellement 10 pays (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo) et est en voie d'élargissement pour renforcer la résilience des systèmes éducatifs, face aux situations de crise.

Venant en complément des initiatives existante dans les pays concernés, elle s'inscrit dans le cadre de la Coalition mondiale pour l'Éducation et est développée dans un esprit de partenariat entre la CONFEMEN, l'UNESCO, l'OIF, les Ministères français de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports et de l'Europe et des Affaires étrangères avec l'expertise de l'opérateur Réseau Canopé et sur financement du Partenariat mondial pour l'Éducation (PME).

En savoir plus sur ImagineEcole :

- Texte de présentation : <https://www.confemen.org/imaginecole-creons-aujourd'hui-leducation-de-demain/>
- Vidéo du lancement : <https://www.youtube.com/watch?v=qHwsmtZ-pVI>

Une approche régionale d'échanges sur des préoccupations communes, s'est développée à la suite deux premières réunions virtuelles du Bureau de la CONFEMEN où les ministres ont décidé de la

tenue des réunions régionales afin d'échanger sur les situations nationales, d'apprendre les uns des autres et de partager les ressources disponibles dans un esprit de solidarité francophone agissante. La première réunion régionale virtuelle s'est tenue, pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, le 05 juin 2020.

Développement de la thématique « Langues, éducation, vivre ensemble »

La 58^e session ministérielle de la CONFEMEN, tenue en mai 2018 à Bathurst au Canada Nouveau-Brunswick, a adopté comme thème de la 59^e session ministérielle : « Langue première et langue d'enseignement : quelles stratégies pour faciliter les premiers apprentissages, la réussite scolaire et le vivre ensemble au XXI^{ème} siècle ? ». Deux experts recrutés via France Éducation International (FEI), M. Mamadou NDOYE et M. Bruno MAURER, ont rédigé le Document de réflexion et d'orientation (DRO) sur ce thème.

Une Journée thématique a été consacrée à ce thème le 15 novembre 2019, lors de la réunion du Bureau à Paris, dans les locaux de France Éducation International. Les experts ont présenté l'état d'avancement de leurs travaux et une table ronde, introduite par le Secrétaire général et modérée par le Président en exercice de la CONFEMEN a permis aux Ministres de l'Éducation du Burundi et aux Chefs de délégation du Canada Québec, du Burkina Faso, du Liban et de la Fédération Wallonie-Bruxelles de présenter et échanger sur les expériences nationales.



Un programme d'action innovant pour les 60 ans de la CONFEMEN

La session du Bureau de novembre 2019 a adopté un plan de renforcement de la visibilité et de la notoriété de la CONFEMEN que nous avons proposé pour célébrer les 60 ans de la CONFEMEN en 2020.

L'initiative inédite des Chefs d'États parrains de la CONFEMEN (2020-2021)

Cette initiative vise à « renforcer la visibilité et la notoriété de la CONFEMEN en lui associant, tous les deux ans, l'image et le soutien d'un ou plusieurs Chefs d'États de la Francophonie ayant manifesté de l'intérêt pour l'institution et/ou les objectifs éducatifs qu'elle poursuit, tout en révélant, en retour, l'engagement du Chef d'État parrain pour le développement de l'éducation ».

Son Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal, nous a fait l'honneur d'accepter



Des activités innovantes contrariées par la pandémie de la COVID 19

Dans le cadre de la célébration des 60 ans de la CONFEMEN, il était aussi prévu d'organiser :

- une réunion de haut niveau sur le thème « éducation, numérique et employabilité des jeunes en Francophonie » en partenariat avec l'OIF et le Réseau francophone des ministres de l'Économie numérique ;
- une édition innovante du concours des 10 mots de la Francophonie avec l'utilisation du numérique, un concours de production littéraire pour les étudiants et un concours d'innovations

d'être le parrain des 60 ans de la CONFEMEN et de présider, à ce titre, la cérémonie de lancement du rapport international PASEC2019.

La cérémonie de lancement des 60 ans de la CONFEMEN

La cérémonie de lancement de la célébration des 60 ans de la CONFEMEN a eu lieu le 10 février 2020, date anniversaire de l'institution, à Dakar. Plusieurs allocutions ont été prononcées, notamment par la représentante personnelle du Chef de l'État du Sénégal auprès de la Francophonie, Mme Penda Mbow, le Secrétaire général de la CONFEMEN, le Professeur Abdel Rahamane BABA-MOUSSA et l'Ambassadeur de la Tunisie au Sénégal, SEM Mehdi FERCHICHI, Président du Groupe des Amis de la Francophonie au Sénégal. Plusieurs Ambassadeurs, représentants d'institutions internationales partenaires et des élèves ont participé à l'événement.



pédagogiques autour des dix mots pour les enseignants ;

- une réunion de haut niveau sur le document de réflexion et d'orientation de la 59^{ème} conférence ministérielle de la CONFEMEN (langue d'enseignement, réussite scolaire et vivre ensemble),

Si la première activité n'a pu être réalisée du fait de la pandémie, la deuxième a été transformée en une participation active aux Olympiades de la langue française en partenariat avec l'OIF et les opérateurs de la Francophonie et la troisième a été organisée en ligne avec tous les CN et les partenaires.

II. Deux programmes complémentaires renforcés pour mieux accompagner la qualité de l'Éducation dans les États et gouvernements membres



PASEC2019 : des résultats de qualité à la disposition des pays et des partenaires



Après l'évaluation PASEC2014 réalisé dans 10 pays d'Afrique subsaharienne francophone, 14 pays ont participé à l'évaluation PASEC2019. La collecte et l'analyse des données a eu lieu en 2019 dans les pays participants. Les résultats ont été présentés au cours d'un atelier international de haut niveau, à Dakar le 21 décembre 2020 sous le haut parrainage de SEM Macky SALL, Président de la République du Sénégal, parrain des 60 ans de la CONFEMEN, en présence des ministres et/ou chefs de délégations de pays participant. En raison de la pandémie de la COVID-19, 200 personnes étaient néanmoins présentes et l'activité a été suivie en direct sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn) et via la plateforme zoom par près de 2000 participants en mode virtuel.

Le rapport international de cette évaluation peut être consulté à travers le lien : <http://www.pasec.confemen.org/rapport-international-pase2019-disponible/>



Le lancement du rapport a été précédé par une réunion virtuelle des ministres des pays participant à l'évaluation PASEC2019 afin de présenter les grandes tendances des résultats et les principaux messages.

La réflexion se poursuit en vue d'une réforme profonde pour l'édition PASEC2024 et l'offre de services aux États et gouvernements, déjà diversifiée au cours des trois dernières années (comparaison à d'autres aires linguistiques, appui aux dispositifs nationaux d'évaluation, évaluation du curriculum et des acquis du préscolaire, etc.), se poursuivra dans le cadre du nouveau plan stratégique de la CONFEMEN.

Amélioration de la gouvernance du PASEC et de la qualité scientifique des productions



Première réunion du comité d'éthique PASEC2019

Le comité de pilotage et le comité scientifique du PASEC ont pu se réunir régulièrement pour examiner et approuver les bilans ainsi que les orientations stratégiques et scientifiques du programme. Lors de la réunion du comité de pilotage de janvier 2019, le Président en exercice a salué le travail réalisé dans le cadre des activités du comité de pilotage et du comité scientifique dont les décisions et orientations permettent de renforcer les moyens d'action du PASEC, sa reconnaissance scientifique et son impact sur l'amélioration des politiques éducatives. La portée politique et la qualité scientifique des productions du PASEC sont reconnues et lui confèrent aujourd'hui la crédibilité indispensable à un programme de cette envergure

En outre, compte tenu de la sensibilité de la question de l'enquête sur les enseignants, un comité d'éthique et de déontologie de l'enquête sur les enseignants a été mis en place pour accompagner le déroulement et l'utilisation des données de l'enquête PASEC2019 sur les enseignants. La première réunion de ce comité d'éthique a eu lieu le 15 janvier 2019.

Renforcement des capacités des équipes nationales PASEC et appuis spécifiques aux pays et partenaires

Plusieurs sessions de renforcement des capacités des équipes nationales PASEC ont été organisées. L'objectif visé à travers ces renforcements de capacités est de rendre autonome les équipes nationales dans la conduite des évaluations et de contribuer au renforcement des Dispositifs nationaux d'évaluation (DNE).

A l'issue de l'atelier de formation des équipes nationales pour l'exploitation de la base de données de PASEC2019, tenu du 08 au 19 novembre 2021 à Saly au Sénégal, les participants, tout en exprimant leur satisfaction sur le contenu et le déroulement de l'atelier, ont affirmé dans leur majorité être en mesure de mieux exploiter les bases de données des évaluations internationales du PASEC.

Les regroupements des équipes nationales sont également des cadres de formation et de partage avec les pays. Quatre regroupements ont été organisés dans le cadre de l'évaluation PASEC2019 dont trois depuis 2019. Le 4^e regroupement tenu du 09 au 17 décembre 2021 a été particulier en ce sens qu'il a réuni aussi bien les membres des équipes nationales PASEC que les Correspondants nationaux, les responsables financiers et les responsables de la communication des ministères de l'Éducation des pays participant à l'évaluation PASEC2019.

Des appuis ont été apportés aux pays et aux partenaires suite à des demandes spécifiques :

- Appui à la mise en œuvre d'une évaluation nationale en République Centrafricaine avec la réalisation des phases importantes de l'évaluation (formation de l'équipe nationale et des administrateurs de tests et questionnaires, collecte et saisie des données).
- Appui à la mise en œuvre d'évaluations en contexte bilingue avec ELAN dans 3 pays (Côte d'Ivoire, Guinée et Togo) suite à une convention signée avec l'OIF. La publication du rapport est prévue au premier trimestre 2022.
- Renforcement des capacités des membres du Dispositif national d'évaluation (DNE) du Niger, à travers un protocole d'accord signé entre la CONFEMEN et le ministère de l'Éducation du Niger qui a permis de former déjà les membres du DNE sur les différentes phases d'une évaluation des acquis avec un accent sur l'analyse IRT.
- Finalisation technique du projet Rosetta avec l'IEA dans la perspective de la mise en place d'une table de correspondance entre les échelles de compétences du PASEC et celles de TIMSS et PIRLS avec la participation de trois pays (Sénégal, Burundi, Guinée).
- Préparation technique et administrative d'une évaluation à Sao Tomé avec la signature, le 02 décembre 2021 entre la CONFEMEN et le ministère de l'Éducation, d'une convention pour la mise en œuvre d'une évaluation nationale PASEC au cours de l'année 2022 au format de l'évaluation PASEC2019.

Encadré 2 : PASEC2024 pour confirmer l'expertise internationale de la CONFEMEN en évaluation

L'évaluation PASEC2024 est la troisième évaluation internationale du PASEC. Le cadre de cette évaluation permettra de suivre l'évolution des tendances observées lors des deux précédents cycles d'évaluations (PASEC2014 et PASEC2019). L'évaluation intégrera une collecte des données auprès des élèves de la fin de l'Éducation de base (collège) afin de permettre aux pays de disposer de données complètes sur l'indicateur 4.1.1 de l'ODD4. En effet, jusqu'à ce jour, les pays ne disposent pas encore de données comparables sur le point c) de cet indicateur. Cette évaluation permettra de disposer de deux rapports internationaux : l'un pour le primaire et l'autre pour le collège avec au moins un rapport national par pays participant. Le cadre global de l'évaluation PASEC2024 est en cours de conception avec un accent sur un travail collaboratif avec les pays et un accroissement quantitatif et qualitatif des renforcements des capacités des équipes nationales.

L'Observatoire de la qualité de l'Éducation s'affirme comme un grand programme complémentaire du PASEC

Après la phase pilote qui a concerné 8 pays (Bénin, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Liban, Madagascar, Mali, Maurice, Niger, RD Congo, Sénégal, Togo et Tchad), l'OQE a amorcé effectivement sa deuxième phase avec l'adoption de la deuxième note d'orientation par le Bureau de la CONFEMEN en novembre 2019. 17 pays (...) sont ciblés pour participer à cette 2^e phase. L'OQE a enclenché son ascension en tant que deuxième programme phare de la CONFEMEN autour de sujets comme la qualité des enseignants et le suivi des plans

sectoriels de l'éducation des pays membres à l'épreuve de l'ODD4.

Après l'adoption en 2019 de la note d'orientation de la 2^e phase, des missions ont été organisées, en 2020, au Maroc, au Burkina Faso, au Togo, au Bénin, au Niger et en Côte d'Ivoire. Elles ont permis de présenter les grandes orientations de cette phase 2 et de proposer des lettres d'entente de collaboration avec lesdits pays. Elles ont également été l'occasion de collecter des informations pertinentes sur les attentes des pays vis-à-vis de l'Observatoire. Des lettres d'entente ont déjà été signées avec le Sénégal, le Tchad, le Bénin, le Cameroun, le Congo et Maurice. Les signatures se poursuivront en 2022.



Signature de la lettre d'entente avec la ministre en charge de l'Éducation de Maurice

Encadré 3 : L'OQE à la conquête de partenariats internationaux

Dans le cadre de l'OQE, les premiers partenariats sont conclus à l'international avec l'UNESCO pour l'évaluation des manuels scolaires du primaire et du secondaire dans six pays pilotes d'Afrique et avec l'OIF et l'AUF dans le cadre du centre de partage d'expériences KIX Afrique 21 qui accompagne 21 pays d'Afrique subsaharienne, sur financement du GPE.

L'étude sur les plans sectoriels de l'éducation de 17 pays membres de la CONFEMEN à l'épreuve de l'ODD4 ouvre des pistes pour la mobilisation des partenaires internationaux autour de l'éducation et la protection de la petite enfance (UNESCO-GPE), l'assurance qualité des enseignants (GRC4), les langues, valeurs et citoyenneté mondiale dans les curriculums (BIE, Institut français, FEI), la qualité des ressources éducatives (UNESCO, MEAE France) à la suite des notes de politiques éducatives publiées sur les mêmes thèmes et sur les solutions pour la continuité éducative face à la pandémie à COVID 19 qui sont disponibles sur le site de la CONFEMEN. L'objectif, au terme du plan stratégique quinquennal est d'aider les pays à renseigner positivement les indicateurs des cibles correspondantes de l'ODD4.

La vision actuelle pour l'OQE est le renforcement de ce programme à travers des projets de grande envergure susceptibles de mobiliser des financements complémentaires. Les actions actuelles portent sur le suivi des plans sectoriels à l'épreuve de l'ODD4 ; l'assurance qualité des enseignants ; l'éducation et la prise en charge de la petite enfance ; le développement du numérique en éducation.

Une étude sur les plans sectoriels de l'Éducation pour soutenir les États et gouvernements dans la réalisation de l'ODD4

Dans le cadre de son appui au pays pour la réalisation de l'ODD4, la CONFEMEN a commandité une étude sur le thème : « Les plans sectoriels de l'Éducation des pays cibles de l'Observatoire de la Qualité de l'Éducation (OQE) de la CONFEMEN à l'épreuve de l'ODD4 ». L'étude met en évidence deux thématiques particulières susceptibles d'être retenues parmi les priorités à explorer avec les pays, à savoir la prise en charge des enfants/jeunes déscolarisés ou non scolarisés dans les alternatives éducatives et la question de l'éducation à la citoyenneté mondiale.



Un atelier de présentation du rapport de l'étude s'est tenu du 19 au 21 janvier 2022 à Saly, au Sénégal avec la participation en présentiel et à distance des délégations des 17 pays cibles de l'OQE (Bénin, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Liban, Madagascar, Mali, Maurice, Niger, RDC, Sénégal, Togo et Tchad). Les résultats de cette étude et les conclusions des

travaux de l'atelier permettront à la CONFEMEN de développer de nouveaux outils pour renforcer son accompagnement aux pays à la réalisation de l'ODD4.



L'évaluation des manuels scolaires comme préalable à l'élaboration de manuels adaptés à une fonction de transmission culturelle de l'éducation

Dans le cadre de l'Observatoire de la qualité de l'Éducation, la CONFEMEN a évalué les manuels scolaires de 6 pays d'Afrique subsaharienne francophone (Bénin, Burundi, Madagascar, Niger, Sénégal, Togo), dans le cadre du projet Ressources éducatives de l'UNESCO qui a donné lieu à l'appel de Cotonou et au rapport international respectivement soumis à l'adoption et à la validation par les Ministres. Les résultats de cette évaluation qui mérite d'être élargie à d'autres pays permettent d'opérer les réajustements nécessaires vers des manuels scolaires dont les contenus répondent mieux au rôle de transmission culturelle de l'éducation.

La mise en œuvre de KIX Afrique 21 comme un exemple réussi de synergie d'action pour l'Éducation au sein de la Francophonie.

Le centre régional KIX Afrique 21 est porté par le consortium CONFEMEN, IFEF et AUF. Il s'agit d'un cadre de partage d'informations, d'innovations et de meilleures pratiques dans le domaine de l'Éducation et de la Formation.

Outres les webinaires organisés sous le label KIX, la CONFEMEN a conduit la réalisation de 3 études (renforcement des capacités des pays sur l'apprentissage institutionnel/Étude sur les bonnes pratiques à partager/Mise en évidence des similitudes). Les résultats de ces trois études seront disponibles au premier trimestre 2022.

Encadré 4 : Des webinaires qui confirment le rôle de la CONFEMEN dans le dialogue politique

La CONFEMEN a organisé des webinaires pour améliorer les politiques éducatives.

18 novembre 2020 : Webinaire sur la problématique de l'organisation de l'examen de fin du primaire

Ce webinaire sur le thème « Examen de fin de primaire en Francophonie : État des lieux et perspectives » interroge l'utilité du maintien ou non de cet examen à l'ère de la continuité de l'éducation de base sur 10 ans.

15 décembre 2020 : Webinaire sur la promotion de l'Éducation physique et sportive (EPS)

Organisé, en collaboration avec la CONFESJES, ce webinaire aborde la continuité de l'enseignement de l'EPS en contexte de pandémie et participe de l'engagement des deux Conférences ministérielles permanentes et de leurs partenaires, à accompagner les pays pour valoriser l'EPS comme discipline scolaire à part entière.

1^{er} avril 2021 : Webinaire sur la continuité pédagogique et l'utilisation du numérique pour la petite enfance.

La CONFEMEN a organisé, avec le Bureau international de l'Éducation (BIE), un webinaire sur le thème : « Continuité pédagogique et utilisation du numérique pour la petite enfance dans le contexte de la COVID 19 » sous le label du Groupe des Amis de la Francophonie lors de la Quinzaine de la Francophonie.

15 avril 2021 : Webinaire sur l'Éducation de l'ombre en Afrique

La CONFEMEN a organisé, en collaboration avec France Éducation International et la Direction du Rapport mondial sur l'éducation (GEM), un webinaire pour interroger les questions d'équité et de régulation de l'offre privée à partir de l'ouvrage « Éducation de l'ombre en Afrique : Implication politiques du soutien scolaire privé » du professeur Mark BRAY, éminent comparatiste et ancien Directeur de l'IIPE.

05 mai 2021 : Webinaire Kix Afrique 21 : Partage de bonnes pratiques sur les questions d'équité et d'inclusion

La CONFEMEN a organisé dans le cadre de KIX Afrique21 un webinaire sur : « Équité et inclusion dans les systèmes éducatifs: contraintes, perspectives et bonnes pratiques », en vue de mutualiser les expériences et d'identifier des pistes d'actions concrètes pour atteindre la cible de l'ODD4 correspondante.

16 juin 2021 : Webinaire sur les perspectives de développement de l'Observatoire de la Qualité de l'Éducation

La CONFEMEN a organisé un webinaire sur le thème « Bilan, enjeux et perspectives de développement de l'OQE » afin de mieux faire connaître au public les activités et les perspectives de ce deuxième programme de la CONFEMEN pour mieux prendre en compte les attentes des pays cibles et des partenaires.

23 juin 2021 : Webinaire KIX Afrique 21 sur l'assurance qualité de la formation des enseignants

La CONFEMEN a porté l'organisation du webinaire du centre KIX Afrique 21 sur « l'assurance qualité de la formation initiale des enseignants de l'éducation de base des pays d'Afrique subsaharienne. » afin de dégager des pistes d'actions pour améliorer la professionnalisation et les professionnalités des enseignants.

25 juin 2021 : Webinaire sur les enjeux des langues nationales et des langues d'enseignement

Ce webinaire sur les « Langues maternelles et langues d'enseignement-apprentissage : Enjeux et défis » a permis de croiser les regards des chercheurs et acteurs de l'éducation pour dégager des pistes d'action sur cette question centrale de la qualité des acquis scolaire à partir des cas du Sénégal, du Burundi, de Madagascar et du Niger.

6 juillet 2021 : Webinaire sur l'évaluation des enseignants

La CONFEMEN a organisé, avec AUF-APPRENDRE et IIPE-UNESCO, un webinaire international sur « Comment passer de l'évaluation des enseignants à l'action ? » et présenté les pistes du PASEC2019 sur les enseignants.

19 octobre 2021 : Webinaire sur la production et la diffusion de la recherche en éducation

La CONFEMEN a co-organisé le webinaire international sur le thème « Produire et diffuser la recherche en éducation en Afrique francophone », dans une dynamique partenariale avec l'AUF, l'OIF/IFEF et FEI afin de renforcer la qualité de la recherche en éducation pour soutenir les politiques éducatives.

La CONFEMEN a apporté son expertise dans des webinaires organisés par des partenaires

1^{er} juillet 2021 : Webinaire du projet « Learning data compact »

La CONFEMEN a fait partie d'un panel du webinaire sur « Learning data compact » avec l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale.

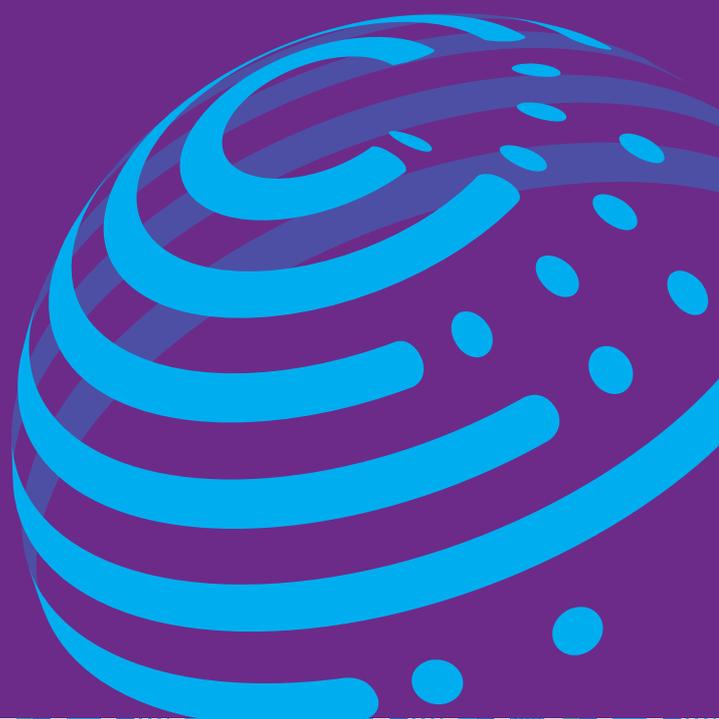
10 juillet 2021 : Webinaire sur les évaluations des apprentissages

La CONFEMEN a été panéliste du webinaire de la Banque mondiale sur un livre portant sur l'évaluation des apprentissages.

29 novembre au 1^{er} décembre 2021 : Forum sur l'éducation transformatrice

Le PASEC et l'OQE sont intervenus sur l'Éducation transformatrice dans les politiques éducatives.

III. Un partenariat renforcé et une mobilisation accrue des ressources



Conformément à la nouvelle vision adoptée par le Bureau de Paris, des actions urgentes ont été menées pour assurer une stabilité financière à l'institution en vue de réaliser un accompagnement plus efficace des États et gouvernements pour l'amélioration de leurs politiques éducatives.

Renforcement des liens avec les acteurs de la Charte de la Francophonie

La CONFEMEN a participé régulièrement aux réunions des instances de la Francophonie à travers le Secrétaire général ou le Président en exercice. Cela a été l'occasion pour la CONFEMEN d'affirmer son rôle en matière de politiques et stratégies d'éducation et de formation au sein de la Francophonie. A ces occasions, plusieurs Ministres et Ambassadeurs des États et gouvernements membres ont été rencontrés pour discuter de différents dossiers de la CONFEMEN. La rencontre avec le ministre des Affaires étrangères du Maroc a eu, notamment, comme effet, la confirmation du Maroc pour accueillir la 59^{ème} ministérielle de la CONFEMEN.

En plus des instances habituelles de la Francophonie, la CONFEMEN participe désormais aux différents groupes de réflexion et son avis est sollicité et pris en compte dans plusieurs organisations. Ainsi, la CONFEMEN a siégé pour la première fois à la 84^{ème} Session du Conseil de coopération de la Francophonie (CCF), le 27 mars 2019, et y siège de façon régulière depuis. Il en est de même pour le groupe de réflexion sur l'orientation et la gouvernance (GROG), la commission de coopération et de programmation (CCP) dont une session a été spécifiquement dédiée à l'éducation. La CONFEMEN participe également aux travaux du Groupe technique sur le numérique (GTN) où la CONFEMEN joue un rôle important autour du thème « Éducation, numérique et employabilité » ainsi qu'aux travaux du Groupe sur la langue française et la diversité culturelle.

La CONFEMEN a aussi participé activement au lancement du Réseau francophone des ministres de l'Économie numérique (RFMEN), à Cotonou, le 31 mai 2019. Le projet de réunion tripartite CONFEMEN-OIF-RFMEN sur le thème: « Éducation, numérique et employabilité dans la Francophonie » a été évoqué à cette occasion.

Le Président et le Secrétaire général ont accueilli, le 12 juillet 2019, l'Administratrice de l'OIF au siège de la CONFEMEN à Dakar pour une visite de travail. Les deux institutions ont convenu de s'engager dans le consortium OIF, CONFEMEN et AUF pour la mise en place du centre de partage d'expériences et d'innovations KIX Afrique 21 Francophone sur financement du PME.



Visite des locaux du STP par l'ancienne Administratrice de l'OIF et le Président en exercice



Séance de travail au siège de l'OIF avec le nouvel Administrateur de l'OIF

La CONFEMEN a également renforcé son partenariat avec l'AUF à travers la mise en œuvre notamment du Programme APPRENDRE, du centre KIX Afrique 21 et la participation du Secrétaire général à la Semaine mondiale de la Francophonie scientifique tenue du 21 au 24 septembre 2021, à Bucarest (Roumanie).

Cet événement a comporté plusieurs activités dont la 18^e Assemblée générale de l'AUF, les 1^{ères} Assises de la Francophonie scientifique.

Le Secrétaire général a fait une intervention à la cérémonie d'ouverture. Il a profité de l'occasion pour discuter, lors d'une audience, avec le Ministre de l'Éducation nationale de la Roumanie, sur des

pistes de synergies d'actions futures, notamment l'implantation de la CONFEMEN en Europe centrale et orientale.



Le Secrétaire général lors de son intervention aux Assises de l'AUF



Le Secrétaire général et le ministre de l'Éducation de la Roumanie

Le renforcement de la collaboration avec la CONFESJES s'est traduite par la Déclaration de Cotonou sur la relance de l'Éducation physique et sportive (EPS) dans les différents ordres d'enseignement adoptée par les instances respectives des deux institutions. Dans le cadre du plaidoyer pour la mise en œuvre des recommandations, les Secréaires généraux de la CONFEMEN et de la CONFESJES ont procédé à la

remise de matériels didactiques pour l'enseignement de l'EPS au profit d'établissements scolaires du Congo au cours d'une cérémonie co-présidée par le ministre de la Jeunesse et des Sports, de l'Éducation civique, de la Formation qualifiante et de l'Emploi et du ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation du Congo.



En haut : remise de lots de matériel d'EPS aux ministères en charge de l'Éducation et des Sports du Congo. En bas : Signature de convention avec l'ICESCO et intervention au lancement du programme de formation des femmes et des jeunes au leadership pour la paix et la sécurité

La CONFEMEN et la CONFESJES ont également développé une approche tripartite avec l'ICESCO pour renforcer leur appui aux pays dans le domaine notamment de la formation et de l'insertion socio-professionnelle des jeunes avec un accent particulier en direction des filles. A cet effet, une convention de

partenariat a été signée avec l'ICESCO. La CONFEMEN participe aux réunions de cette institution et réciproquement. La CONFEMEN a parrainé trois jeunes filles au programme de formation des jeunes et des femmes en leadership pour la paix et la citoyenneté piloté par l'ICESCO et primé des lauréats.

Encadré 5 : Une meilleure visibilité de la CONFEMEN dans les grandes réunions internationales sur l'éducation

La CONFEMEN est intervenue sur des panels internationaux de haut niveau sur l'Éducation, notamment :

Le Colloque international au CIEP sur le thème « Conditions de réussite des réformes en éducation » en juin 2019, à Sèvres avec publication d'un article dans le numéro 83 de la Revue internationale de l'éducation de Sèvres et de plusieurs interviews en ligne sur le site du CIEP devenu France Éducation International (FEI).

La Conférence internationale sur l'éducation des filles, organisée par l'OIF avec modération d'un atelier et rapport de deux tables rondes, en juin 2019 à N'Djamena (Tchad).

Le Forum de dialogue politique de haut niveau de l'ADEA sur l'Enseignement secondaire en Afrique à Johannesburg (Afrique du Sud), en juillet 2019 sur invitation du Secrétaire général de l'ADEA, avec une intervention du SG de la CONFEMEN dans un des panels.

La Conférence générale de l'UNESCO à Paris, en novembre 2019 qui a été l'occasion de rencontrer : Mme Albright, DG du PME et de projeter une mission à Washington pour étudier les opportunités de financements ; les responsables de l'UNESCO chargée de la petite enfance pour envisager les pistes de partenariats ; le PDG de TV5 pour lancer les émissions « Destinations francophonie de l'Éducation », etc.

Le colloque international du Réseau Africain Francophone d'Éducation Comparée à Porto Novo en novembre 2019 au cours duquel la CONFEMEN a présenté la conférence introductive sur le thème « Langues d'enseignement, bilinguisme et vivre ensemble au 21^{ème} siècle. Quels enjeux pour les politiques éducatives dans l'espace francophone ? ».

La Conférence africaine sur la qualité de l'éducation de la petite enfance, sur invitation du Ministre de l'Éducation du Maroc, en décembre 2019. La CONFEMEN a fait un exposé en plénière et est signataire du manifeste qui a émané de cette conférence.

La CONFEMEN s'est engagée aussi dans la Coalition mondiale pour l'Éducation sous l'égide de l'UNESCO et a pris part à une série de webinaires organisées par l'AUF, l'APF, l'ICESCO et l'UIL, sur la continuité éducative, la paix et la citoyenneté internationale. Ces actions conjointes

avec différentes institutions ont facilité, lors du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) de juillet 2020, l'amorce du processus de création de « l'Alliance francophone pour l'Éducation ».

La CONFEMEN a modéré un atelier international KIX sur le thème : "Le nécessaire renouveau des compétences et connaissances des enseignants au 21^e siècle : regard sur le contexte africain" (2021).

La CONFEMEN a été panéliste au Forum de Tunis, organisé par l'Institut français de Paris sur le livre de jeunesse dans le cadre du programme Ressources éducatives de l'UNESCO (2021).

La CONFEMEN a participé au Forum de Bamako et est intervenue dans un panel consacré au capital humain et précisé sur le thème : "Enjeux de l'Éducation et performance du système éducatif : nécessité de son accessibilité et sa qualité pour promouvoir le capital humain" (2021).

La CONFEMEN a participé aux réunions du Groupe régional de coordination et du suivi de l'ODD4.

La CONFEMEN a participé aux réunions de l'équipe spéciale sur les enseignants. A la demande de la CONFEMEN et compte tenu de son rôle stratégique sur les questions enseignantes à travers ses deux programmes, la CONFEMEN a été reconduite comme membre du comité directeur de l'équipe spéciale (2021).

La CONFEMEN a coorganisé avec la Délégation générale du Québec à Dakar, le forum international sur l'entrepreneuriat sur le thème : "Perspectives éducatives, économiques et innovantes pour l'écosystème entrepreneurial (2021).

La CONFEMEN est membre du groupe de préparation de la Conférence internationale sur l'éducation des adultes CONFINTEA qui se tiendra en juillet 2022 à Marrakech.

La CONFEMEN est membre du Conseil d'administration de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL basé à Hambourg)

La CONFEMEN est membre du Conseil d'Administration du Bureau International de l'Éducation (BIE) basé à Genève.

Diversification du partenariat et mobilisation des ressources financières

Afin de renforcer la situation financière de l'institution dès le début de l'année 2019, une mission conjointe du Secrétaire général et du Président en exercice, l'Honorable Dominic Cardy, a été menée à Paris auprès de l'AFD, puis une mission du Secrétariat général à Porto-Novo, pour rencontrer les responsables de la Direction du Développement et de la Coopération Suisse (DDC suisse) en vue d'améliorer les conditions de leurs appuis financiers pour de meilleurs résultats.

Des actions de recouvrement des contributions statutaires et de développement des partenariats

Des actions de recouvrement ont été menées en 2019 par la CONFEMEN à partir du nouveau plan de recouvrement adopté par le Bureau avec des effets notables, notamment :

- l'amélioration de la mobilisation des contributions statutaires (recouvrement de certains arriérés en plus des cotisations habituelles) ;
- le versement sur le compte CONFEMEN-PASEC de près de 339 283 253 FCFA (517 234 Euros) entre 2019 et 2021 dans le cadre de la contribution de la CONFEMEN au PASEC.

Des missions de plaidoyers et de négociations avec les partenaires techniques pour la mobilisation des ressources ont été effectuées et ont donné lieu entre autres, à la signature de nouvelles conventions avec la fondation Bill et Melinda GATES, l'UNESCO/ISU pour le projet MILO, l'UNESCO pour le Projet des ressources éducatives, l'OIF pour le centre KIX AFRIQUE 21.

Une réunion du comité de pilotage du partenariat entre la CONFEMEN et France Éducation International s'est tenue le 16 novembre 2020 à Sèvres, en France et a permis de faire l'état de mise en œuvre des actions et dégager des perspectives pour renforcer l'appui des deux institutions aux politiques éducatives des États et gouvernements membres.

A la suite de la réunion du Comité de pilotage du partenariat entre CONFEMEN et FEI, le Secrétaire général a eu une série de rencontres de travail avec des responsables d'institutions partenaires :

- Séance de travail avec la Directrice générale du Partenariat mondial pour l'éducation, Mme Alice Albright, et son équipe pour tracer des axes de collaborations plus pertinentes notamment en vue de renforcer le centre KIX Afrique 21, l'évaluation des acquis et la production des données d'apprentissages dans les pays, et l'appui à la réalisation des cibles de l'ODD4 à l'horizon 2030 ;

- Réunion de travail avec Madame Cassilde Breniere, l'Adjointe au Directeur exécutif des opérations de l'AFD assistée de ses collaborateurs. Les enjeux de l'évaluation PASEC2024 et d'autres sujets d'intérêt commun ont été abordés dans la perspective de nouvelles collaborations pour un meilleur rayonnement de l'Éducation en Francophonie.
- Séance de travail avec la Sous-Directrice de l'UNESCO pour l'éducation, Mme Stefania Gianini, au siège de l'institution à Paris, pour discuter des multiples partenariats en cours avec l'institution dans le cadre de la coalition mondiale pour l'éducation, au sujet notamment:
 - de la coalition mondiale pour les données d'apprentissage à laquelle participe le PASEC,
 - du partenariat avec le BIE au sujet des réformes curriculaires, des langues d'enseignement, de l'éducation aux valeurs, etc.
 - du développement de la recherche universitaire au service des politiques éducatives, Etc.



Rencontre avec la Sous-Directrice de l'UNESCO pour l'Éducation



La Directrice générale du GPE, lors de son intervention à la réunion virtuelle de présentation de ImagineÉcole



- Séance de travail avec la section de la politique éducative de l'UNESCO, dirigée par M. Gwang-Chol CHANG. Les échanges ont porté sur plusieurs dossiers dont celui de la petite enfance qui fait l'objet de collaboration entre les deux institutions.
- Séances de travail avec le Directeur du rapport mondial de suivi de l'éducation de l'UNESCO et le Directeur de politiques éducatives et de l'apprentissage tout au long de la vie, Borhne

Chakroun sur les perspectives du projet ImaginEcole ;

- Rencontre d'échanges avec le Recteur de l'AUF Slim Khalbous et le Vice-recteur Pierre-Jean Loiret sur l'état de mise en œuvre du partenariat entre les deux institutions et les perspectives de renforcement de la synergie d'actions pour un meilleur appui aux politiques éducatives.

La situation est aujourd'hui globalement équilibrée tant en réalisation technique que financière.



A l'issue d'une séance de travail au siège de l'AFD à Paris (en haut à droite), séance de travail avec le Directeur de la section politiques éducatives de l'UNESCO et son équipe (en haut à droite), échange entre le SG et le Recteur de l'AUF à sa droite au siège de l'AUF à Paris (en bas à gauche), échange avec le DG de France Éducation International (en bas à droite).

De nouveaux contrats et conventions signés pour soutenir les programmes par la diversification des ressources financières et des projets de développement

Plusieurs conventions ont été signées, pour le financement des activités de la CONFEMEN pour un montant de plus de **6 500 000 euros**, ou pour développer des partenariats :

Partenariat avec l'AFD

Après la convention de financement signée pour soutenir le plan d'action 2017 - 2021 du PASEC, l'AFD a mis en place une nouvelle convention pour un appui additionnel au Programme pour un montant de **1,5M€**. Les objectifs visés sont d'appuyer les Pays d'une part pour la rédaction des rapports nationaux sur la base des données de l'évaluation PASEC2019 et d'autre part, la diffusion des résultats de l'évaluation PASEC2019 à travers une communication inclusive

des résultats, la préparation et la discussion de documents de politiques et de feuilles de route pour l'amélioration des apprentissages et la réduction des disparités dans les Pays.

Partenariat avec la DDC Suisse

Après la première convention couvrant la période allant du 1^{er} mai 2014 au 31 décembre 2018 et qui a contribué à la mise en œuvre de l'évaluation PASEC2014, la DDC Suisse a mis en place une nouvelle convention de financement d'un montant de **2,6M€** portant sur la période 2019 - 2022 dont l'objectif est d'accompagner, d'une part, le plan d'action 2017- 2021 à travers la réalisation de l'évaluation PASEC2019, l'appui aux pays pour asseoir une capacité nationale en évaluation et assurer une meilleure communication des résultats pour leur prise en compte dans les politiques et d'autre part, la mise en place d'un nouveau plan d'action 2022-2026.

Partenariat avec l'UNESCO

Une autre convention signée avec l'UNESCO pour la mise en œuvre de l'activité évaluation des manuels scolaires dans le cadre du projet « Ressources éducatives » pour un montant de **600 000 euros**. L'accord de partenariat signé le 21 avril 2021 marque un nouvel effort dans un contexte perturbé par la pandémie où les pays ont développé des stratégies pour assurer la continuité scolaire en

renforçant les dispositifs d'enseignement-apprentissage.

Partenariat avec l'ISU

Dans le cadre de la collaboration avec l'ISU, le PASEC a entamé un partenariat avec l'IEA dont un aspect a porté sur la mise en œuvre du projet Rosetta. Ce projet qui a concerné trois pays (Burundi, Guinée, Sénégal) a pour objectif d'établir une table de correspondance



Signature de convention entre le Secrétaire général de la CONFEMEN et le Directeur régional du Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique de l'Ouest/Sahel

entre les échelles de compétences du PASEC et celles de l'IEA (conçues à travers les évaluations TIMSS et PIRLS). Autrement dit, il s'agit d'analyser la correspondance entre chaque niveau de l'échelle de compétences du PASEC avec celui de l'IEA. A cet effet, des tests de lecture et de mathématiques de l'évaluation PASEC2019 ainsi que ceux de TIMSS et PIRLS ont été administrés à un échantillon d'élèves. Le budget total de ce projet est de **618 134 USD**.

Le partenariat avec l'ISU a également permis de mettre en œuvre un projet dénommé MILO (Monitoring Impacts on Learning Outcomes). Ce projet a pour but d'évaluer l'impact de la pandémie COVID19 sur les apprentissages dans six pays d'Afrique subsaharienne dont quatre pays francophones (Burkina, Burundi, Côte d'Ivoire et Sénégal) et deux pays anglophones (Kenya, Zambie). Le coût global de la partie qui a concerné les 4 pays francophones est de **1,3 millions USD**.

Partenariat avec l'OIF/IFEF

La CONFEMEN et l'OIF ont signé une convention de partenariat pour permettre au PASEC d'accompagner la mise en œuvre d'une évaluation des acquis en

contexte bilingue avec le programme ELAN dans trois pays (Côte d'Ivoire, Guinée et Togo) avec une subvention apportée par l'OIF d'un montant de **129 680 €**.

Appui aux pays

Dans le cadre de l'appui aux pays, le PASEC accompagne la mise en œuvre d'évaluations nationales dans deux pays (Centrafrique et Sao Tomé et Principe) n'ayant pas participé à l'évaluation PASEC2019. Il s'agit de faire l'évaluation des acquis des élèves dans ces deux pays sous le format de l'évaluation PASEC2019. Le coût de l'évaluation en Centrafrique est de **226 072 781 FCFA**. Le coût relatif à l'accompagnement du PASEC à Sao Tomé et Principe est de **82 422 594 FCFA**.

Le PASEC appuie également la mise en place d'un Dispositif national d'évaluation au Niger (DNE). A cet effet, un projet de renforcement des capacités des membres de ce dispositif sur toutes les phases d'une évaluation des acquis a été mis en place à travers la signature d'une convention entre la CONFEMEN et le ministère de l'Éducation nationale du Niger.

Le coût global de cette intervention est de **73 821 000 FCFA**. Le Niger bénéficie d'une subvention de l'AFD pour ce projet.

Partenariat avec l'UIL

La CONFEMEN a renforcé son partenariat avec l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL), à travers la signature d'une convention entre le Secrétaire général de la CONFEMEN et le Directeur de l'UIL. Cette convention vise à renforcer la collaboration entre les deux institutions, à travers des actions de mise à disposition des décideurs politiques et des partenaires de développement, des données utiles sur la question de la qualité de l'éducation avec une vision holistique. La mise en œuvre de cette convention s'est traduite par des actions conjointes entre le PASEC et le Projet de Recherche-action sur la mesure des apprentissages des bénéficiaires des programmes d'alphabétisation (RAMAA).

Partenariat avec l'UNICEF

À travers une convention de partenariat entre la CONFEMEN et l'UNICEF, le PASEC a apporté son appui pour la réalisation de l'évaluation des compétences des enfants entrant au primaire en Guinée et au Congo Brazzaville. À cet effet, le PASEC a renforcé les capacités des équipes nationales impliquées dans la réalisation de ces évaluations. Les deux rapports ont été restitués lors d'un atelier organisé dans chacun des pays.



Partenariat avec France Éducation Internationale

Le renforcement du partenariat entre la CONFEMEN et France Éducation Internationale s'est traduit par la signature d'une nouvelle



Signatures de conventions de partenariat avec l'AUF (en haut à gauche), France éducation internationale (FEI : en haut à droite), l'AFD (en bas à gauche) et l'UIL (en bas à droite)

convention pour renforcer la synergie d'action entre les deux institutions. Cet accord-cadre signé par le Secrétaire général de la CONFEMEN et le Directeur général de France Éducation Internationale constitue une prolongation des conventions-cadres précédemment signées, en 2010, 2013 et 2016. Il permettra de renforcer la synergie d'action, à travers la mise en œuvre opérationnelle de projets, études, conférences et la production de savoirs sur les politiques éducatives et linguistiques, portant notamment sur la formation des enseignants, les politiques curriculaires, les certifications ou encore l'évaluation des compétences.

Partenariat avec le PME et mis en œuvre de KIX Afrique 21

KIX (Partage de connaissance et d'innovations) est une initiative du Partenariat mondial pour l'Éducation qui permet de mettre en commun les compétences, les innovations et les connaissances afin d'aider les États et gouvernements en développement à renforcer leurs systèmes éducatifs.

La CONFEMEN fait partie du consortium qui porte le centre KIX Afrique 21 et le Secrétaire général assure la présidence du comité de pilotage.

A l'occasion du Sommet majeur sur l'Éducation du PME, un message du Président en exercice a été enregistré et diffusé sur les plateformes du Sommet.

En fin de compte une amélioration globale de la situation financière qui fait de la CONFEMEN, une institution en plein croissance

Au regard de la situation de l'institution à la fin de l'année 2018, on peut considérer que le bilan actuel est appréciable en ce qui concerne l'amélioration de la situation financière de l'institution. On observe

en effet, une évolution du solde des comptes qui place l'institution en situation plus confortable en début d'année. La diversification des ressources et les prestations à la carte permettent de générer des ressources propres qui soutiennent certaines charges du fonctionnement et/ou sont placées sur un fonds spécial de réserve.

Il reste à maintenir cette dynamique à travers le nouveau programme pour restaurer une unicité de gestion et d'action de l'institution basée sur les activités des deux programmes renforcés et complémentaires.

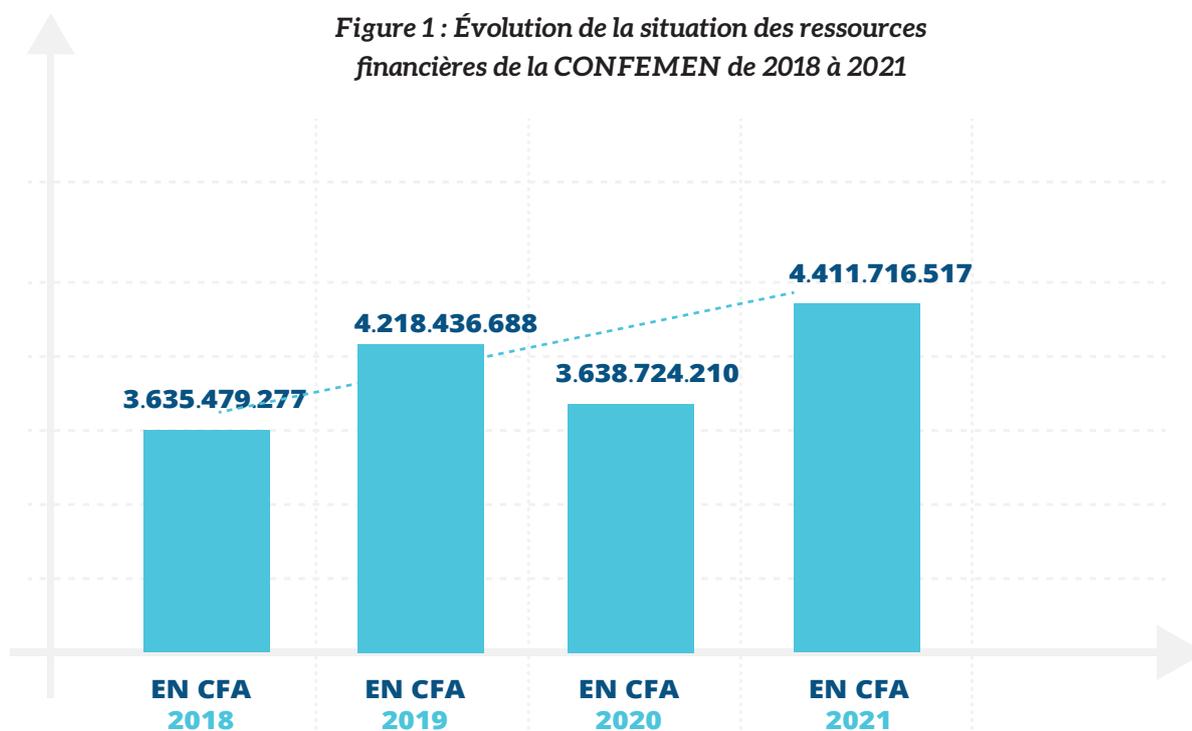
Tableau 1 : Diversification et accroissement des ressources de 2018 à 2021

CONTRIBUTEURS OU BAILLEURS	2018		2019		2020		2021	
	En FCFA	En EURO						
Contributions statutaires des membres	227 378 602	346 636	258 665 465	394 333	189 540 817	288 953	183 081 265	279 106
Contributions volontaires des membres	164 378 610	250 594	164 326 004	250 513	171 010 862	260 704	177 466 543	270 546
Subvention OIF (58ème session ministérielle)	9 839 355	15 000		-		-		-
Autres subventions (concours des 10 mots)	18 016 472	27 466	23 011 778	35 081	39 198 045	59 757	15 068 000	22 971
ROSETTA		-		-	331 840 265	505 887	30 284 410	46 168
ELAN		-		-	42 532 252	64 840	34 025 802	51 872
MILO		-		-		-	608 069 040	926 995
KIX AFRIQUE 24		-		-		-	34 517 113	52 621
Projet «Ressources éducatives»		-		-		-	171 665 259	261 702
Fondation BILL GATES		-		-		-	211 705 302	322 743
Pays PASEC	1 999 079 558	3 047 577	1 172 906 676	1 788 085	334 606 827	510 105		-
Convention AFD	327 978 500	500 000	655 957 000	1 000 000		-	550 490 266	839 217
DDC/Suisse	284 235 018	433 313		-	840 245 984	1 280 947	583 395 000	889 380
CONFEMEN	125 353 737	191 101		-	72 797 850	110 980	106 485 403	162 336
UNICEF/Bilan de compétences	67 341 296	102 661		-		-		-
DNE Niger		-	5 070 000	7 729	11 830 000	18 035	52 648 500	80 262
ACER		-	40 663 385	61 991		-		-
Convention RCA		-		-	89 689 927	136 731		-
TOTAL DES RESSOURCES MOBILISEES	3 223 601 148	4 914 348	2 320 600 308	3 537 732	2 123 292 829	3 236 939	2 758 901 903	4 205 919
CONFEMEN FONCTIONNEMENT	26 334 120	40 146	4 437 178	6 764	11 421 516	17 412	42 144 812	64 249
CONFEMEN FONDS COMMUN	43 106 335	65 715	30 467 243	46 447	558 560 733	851 520	156 733 914	238 939
CONFEMEN FONDS SPECIAL DE RESERVES	30 791 787	46 942	2 346 594	3 577	2 185 134	3 331	10 720 463	16 343
CONFEMEN PASEC	311 645 887	475 101	1 851 945 567	2 823 273	866 028 757	1 320 252	1 439 391 933	2 194 339
CONFEMEN PASEC 2019 CZ		-	8 639 798	13 171	77 235 241	117 744	3 823 492	5 829
TOTAL TRESORERIES EN DEBUT DE PERIODE	411 878 129	627 904	1 897 836 380	2 893 233	1 515 431 381	2 310 260	1 652 814 614	2 519 700
TOTAL DES RESSOURCES	3 635 479 277	5 542 252	4 218 436 688	6 430 965	3 638 724 210	5 547 199	4 411 716 517	6 725 618

La figure ci-dessous, réalisée à partir des données du tableau montre un accroissement constant des ressources avec une baisse en 2020, attribuable aux aléas de la pandémie de la COVID

19 et à la priorité accordée par la plupart des pays à la gestion de la crise sanitaire. La reprise de la croissance dès 2021 traduit la capacité de résilience dont à fait preuve l'institution.

Figure 1 : Évolution de la situation des ressources financières de la CONFEMEN de 2018 à 2021



En somme, si face aux contingences de la crise, les pays ont eu du mal à assurer pleinement les contributions statutaires qui sont en légère baisse, la mobilisation de ressources nouvelles sur des projets nouveaux (dont certains, comme le projet MILO, sont en lien avec la gestion de la crise sanitaire), permet à l'institution de générer

des fonds propres qui permettent de soutenir partiellement les charges de fonctionnement. Il reste à maintenir cette dynamique à l'avenir à travers le nouveau programme pour restaurer une unicité de gestion et d'action autour des activités des deux programmes renforcés et complémentaires.

**IV. Une gouvernance améliorée
et une communication active
pour plus d'efficacité et de
visibilité**



Renforcement de la gouvernance et de la communication interne

La gouvernance et la communication interne se sont renforcées à travers la mise en place du Bureau du Secrétaire général et du Comité de direction (CODIR) du STP CONFEMEN pour un meilleur suivi des activités au sein du STP. Le pôle gestion comptabilité a été aussi renforcé en personnel ainsi que le pôle politiques éducatives, notamment par le biais de la contractualisation avec des prestataires de services intellectuels et des stagiaires parmi de jeunes diplômés. Enfin la réalisation de plusieurs audits organisationnels et financiers en complément du travail d'accompagnement des commissaires aux comptes ont permis de pallier un certain nombre de dysfonctionnements observés au niveau du pôle gestion.

L'organisation des ateliers de partage et d'échanges sur la gouvernance du STP ont permis d'améliorer progressivement le climat social et de construire progressivement une culture et une identité collective.

Le bureau du Secrétaire général et le comité de directions : des innovations concluantes pour le suivi des activités et le renforcement des relations internationales et les relations avec les États et gouvernements

Le Bureau du Secrétaire général (BSG) est composé de deux Conseillers nommés en interne et d'une Assistante recrutée. Il s'agit d'une équipe opérationnelle de suivi des dossiers en synergie avec l'Attaché administrative qui se réunit de façon hebdomadaire pour faire le suivi des dossiers introduits par les différents pôles ainsi que

des échanges avec les partenaires. Chaque réunion donne lieu à un relevé de recommandations et des instructions adressées aux différents responsables de poste (parfois sous forme de fiches).

Le BSG organise aussi périodiquement des réunions de partage et de concertation avec les CN sur des questions transversales ou sur des questions spécifiques avec les pays (recouvrement des contributions par exemple).

Le Comité de direction, composé des responsables de pôle, des membres du BSG et l'Attachée administrative, se réunit le premier mardi de chaque mois et de façon régulière pour partager des informations sur l'actualité de l'éducation dans les pays et au niveau des institutions internationales, faire le tour de table de présentation et d'échanges sur les dossiers des pôles et discuter des questions de gouvernance. Des fiches mensuelles de programmation et de suivi sont renseignées à cet effet et le relevé des recommandations est partagé entre les membres pour le suivi.

Les ateliers de partage sont organisés régulièrement et regroupent l'ensemble du personnel du STP. Un atelier de travail et de partage s'est tenu du 6 au 8 février 2019 à Dakar (Sénégal) et a permis de finaliser les rapports technique et financier de 2019, le plan d'action 2019-2020 ainsi que d'échanger sur les dossiers transversaux et de renforcer la communication interne. Un autre atelier s'est tenu en juillet 2021 pour échanger sur le bilan à mi-parcours, renforcer la communication interne, élaborer les rapports technique et financier semestriels et échanger sur les dossiers transversaux. Un module de formation du personnel a été mis en œuvre au cours de cet atelier.



Assemblée générale du personnel à Dakar en 2020 (en haut), atelier de partage en 2019 à Dakar (en bas à gauche), Atelier de partage du STP à Saly en 2021 (en bas à droite)

Une Assemblée générale du personnel s'est tenue en octobre 2020 pour informer l'ensemble du personnel sur le niveau de mise en œuvre des activités, la révision des documents statutaires en cours ainsi que pour échanger sur les préoccupations du personnel, les forces et les faiblesses du fonctionnement et dégager les perspectives d'amélioration.

L'utilisation du numérique dans l'organisation du travail au sein du STP et des réunions des instances: une innovation essentielle pour la résilience de l'institution et le renforcement de la communication

Le travail collaboratif s'est significativement amélioré dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID 19. Les besoins de travail et de réunion à distance ont appelé à la mise en place d'une infrastructure Office 365 pour gérer les réunions virtuelles et le travail d'équipe, à travers notamment l'application Teams.

Un système informatisé avec des rappels automatiques adressés au personnel jusqu'à exécution effective de la tâche est fonctionnel et permet d'améliorer les performances dans le traitement des dossiers.

En outre, la plateforme des correspondantes et correspondants nationaux (CN) est rendue opérationnelle et leur permet d'échanger et d'accéder à différents documents entrant dans le cadre de l'exécution de leur mission, grâce à leur formation à son utilisation et la mise à disposition d'un manuel opérateur.

Un cabinet a été recruté en fin 2021 pour la reprise totale du site web de la CONFEMEN y compris les sous-sites des deux programmes. Le nouveau site qui sera mis en ligne au premier trimestre de 2022, ambitionne d'être plus dynamique, plus attractif et mieux adapté aux enjeux et défis actuels de la CONFEMEN.

La CONFEMEN est aujourd'hui plus visible sur les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn).

Plusieurs documents de référence ont été publiés, notamment le rapport international PASEC2019 (traduit aussi en anglais pour élargir son champ de diffusion), le DRO de la 58^e session ministérielle sur le thème de la petite enfance et le premier rapport périodique de l'Observatoire de la Qualité de l'Éducation.

Amélioration de la gestion des ressources humaines et matérielles

Les premiers résultats de l'audit organisationnel et financier relèvent deux constats majeurs, d'une part la faiblesse du pôle gestion et comptabilité dont il est nécessaire, en urgence de renforcer l'effectif,

les compétences et la supervision ; d'autre part l'insuffisance des ressources humaines des autres pôles.

Des mesures transitoires ont été mises en œuvre conformément aux décisions du Bureau de 2019 :

- deux comptables recrutés (dont une spécifiquement pour le PASEC).
- un conseiller technique PASEC recruté en 2020.
- une Assistante recrutée en 2020 pour le Bureau du Secrétaire général.
- une équipe mixte pôle politiques éducatives et pôle communication créée pour piloter les activités des 60 ans et soutenir la diversité d'activités innovantes portées par le pôle politiques éducatives.
- des prestations d'experts et de stagiaires pour appuyer la mise en œuvre des activités des pôles.
- la régularisation des décisions de nomination du personnel cadre et du Secrétaire général, selon la décision du Bureau de novembre 2019.
- le plaidoyer pour le paiement accéléré des cotisations statutaires, etc.

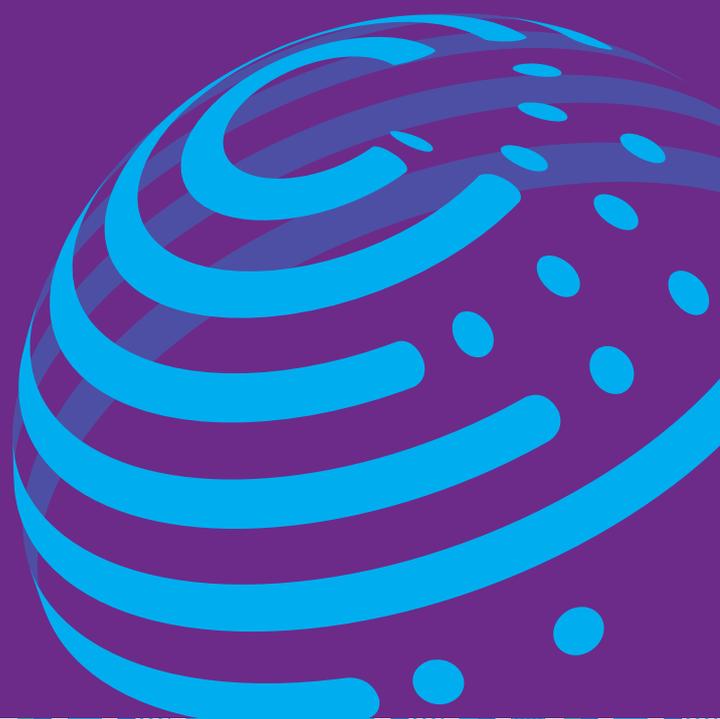
Dans le cadre de l'amélioration du fonctionnement et des conditions de travail, les statuts généraux et les statuts du personnel ont fait l'objet de relecture. Les statuts révisés seront soumis à l'adoption des ministres après approbation du processus d'adoption par la 59^e session ministérielle.

L'amélioration des conditions de travail au sein du STP s'est traduite également par l'acquisition de matériel et de mobilier, la réfection des locaux, le remplacement du véhicule de fonction du Secrétaire général, hors d'usage, en accord avec les recommandations des commissaires aux comptes, l'engagement pour l'achat d'un 2^e véhicule pour un meilleur suivi des activités; le paiement régulier des salaires (sur la base d'une grille améliorée) et des charges de fonctionnement. Plusieurs audits ont également été réalisés dont l'audit organisationnel et financier de la CONFEMEN pour l'exercice 2019 et l'audit du PASEC pour les exercices 2019, 2020 et 2021. Les rapports sont disponibles et serviront à la prise de décision dans la mise en œuvre du plan stratégique.

Les commissaires ont travaillé en présentiel en 2019 et en mode virtuel en 2020. Les rapports de 2019 et 2020 ont été présentés à la CAF et au Bureau et quitus a été accordé au Secrétaire général pour les gestions 2019 et 2020.



**V. Des perspectives qui
augurent des lendemains
meilleurs**



Les perspectives de la CONFEMEN se dégagent à travers la planification quinquennale soumise à l'adoption de la 59^e session ministérielle qui intègre une grande réforme d'ensemble pour mieux engager l'institution dans la réalisation de l'ODD4.

Notre vision dans ce plan d'action est de faire de la CONFEMEN, d'ici à 2026, une institution de référence qui impacte mieux la transformation de l'Éducation par des changements visibles dans les systèmes éducatifs.

Trois axes d'intervention ont été retenus : i) Le renforcement institutionnel et la gouvernance ; ii) L'affirmation de l'expertise de l'institution dans la production des données sur l'évaluation et les politiques éducatives ; iii) la mise en œuvre d'actions concrètes pour impulser l'atteinte de certaines cibles de l'ODD4 identifiées en accord avec les États et gouvernements.

A cette fin, trois leviers sont à actionner : l'élaboration d'un modèle économique plus efficient, la réorganisation interne du STP-CONFEMEN et la modernisation de la communication avec un rôle accru des correspondantes et des correspondants nationaux.

Réorganisation du Secrétariat technique permanent

La réorganisation du STP permettra de mettre en avant, deux programmes complémentaires pour plus d'efficacité. Il s'agit de l'actuel programme PASEC qui va confirmer son expertise en évaluation et analyse des systèmes éducatifs à travers le 3^{ème} cycle d'évaluation internationale. PASEC2024 intégrera, en plus du primaire, le préscolaire, le collège et les alternatives éducatives, mais aussi le renforcement des capacités des équipes nationales pour plus d'autonomie, avec également la mise en place des Dispositifs nationaux d'évaluation (DNE) pérennes.

Pour mieux impacter les politiques éducatives, le pôle politiques éducatives et son Observatoire, seront érigés en un seul nouveau Programme d'appui au changement et à la transformation de l'Éducation (PACTE) considéré comme un nouveau « pacte » pour « mieux impacter l'Éducation ». Ce programme capitalisera les productions du PASEC et de l'OQE (qui en sera une composante) pour les traduire en actions transformatives orientées spécifiquement vers la réalisation de cibles précises de l'ODD4 préalablement identifiées (cf. encadré ci-dessous).

Encadré 6 : Les futures actions d'appui de la CONFEMEN pour l'amélioration des plans sectoriels

Lors de la restitution de l'étude sur les plans sectoriels de l'éducation de 17 pays partenaires de l'OQE, les pays ont exprimé le souhait d'être accompagnés pour opérer des changements autour des thèmes suivants :

- **Langues, apprentissages et valeurs dans le curriculum.** Il s'agira de capitaliser les résultats du DRO qui sera validé au cours de la ministérielle pour mettre en œuvre des actions concrètes au cours des cinq prochaines années.
- **La Qualité des enseignants** pour la qualité des acquis scolaires, en élaborant un cadre de référence et des outils pour « l'assurance qualité des enseignants en formation initiale et continue ».
- **L'éducation et la protection de la petite enfance,** en mettant en place avec l'UNESCO, un cadre de référence de la qualité de l'EPPE et en accompagnant les pays dans l'application de ce cadre dans l'élaboration et/ou la mise en œuvre des plans sectoriels de l'éducation.
- **Le développement des Ressources éducatives,** par un renforcement du programme de ressources en ligne *imaginEcole* en lien avec les expériences nationales diverses, et la poursuite de l'évaluation des manuels scolaires en vue de la révision desdits manuels
- **Le renforcement des liens entre l'enseignement général et le EFTP** pour développer l'entrepreneuriat et l'employabilité des sortants du système éducatif (un DR pourrait être réalisé dans cette perspective).

Pour mieux accompagner la réalisation des missions des deux programmes, deux structures transversales de renforcement institutionnel et de gouvernance sont créées. Il s'agit d'abord du Bureau du Secrétaire général (BSG) pour conforter l'institution dans son rôle politique au sein de la Francophonie, en renforçant les relations internationales et l'appartenance à la Francophonie, en développant de nouveaux partenariats financiers et en améliorant la communication de l'institution. Il s'agit ensuite du « service administratif et financier » en lieu et place de l'actuel pôle gestion pour une gestion mieux axée sur les résultats et basée sur un système intégré de gestion de l'information et un contrôle interne refondé pour une meilleure reddition des comptes et mieux soutenir la qualité de la gouvernance.

Une nouvelle dynamique d'action et de mobilisation des ressources

Cette nouvelle dynamique reposera sur un nouveau modèle économique visant à optimiser les ressources internes avec l'augmentation progressive des contributions statutaires et le recouvrement des

arriérés, la diversification des ressources externes à travers une offre plus attractive d'une part et une nouvelle approche de la gestion des ressources humaines d'autre part.

La nouvelle dynamique envisagée concerne aussi le développement d'une politique et des outils de communication modernes et axés sur les résolutions des Ministres et les activités des programmes avec un rôle accru des CN pour plus d'efficacité dans le fonctionnement et la réalisation des activités de l'institution. C'est dans ce cadre que s'inscrit les échanges sur le rôle et la place des CN au sein de la CONFEMEN, lors de la réunion des CN tenue à Saly (Sénégal) en février 2022. Des anciens CN ont été invités pour partager leurs expériences en vue de permettre à l'institution de s'enrichir des expériences passées pour mieux construire le futur ; ce futur traduit dans le tout premier plan stratégique quinquennal de l'institution, orienté vers l'atteinte des cibles de l'ODD4 et l'*Agenda Éducation 2030* : « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».





CONCLUSION

Il serait difficile de conclure ce qui est en fait un rapport d'étape dans un processus qui se poursuit. Néanmoins nous exprimons notre satisfaction d'avoir contribué de toutes nos forces au progrès et à la modernisation de cette institution dont la charge nous est confiée.

Le présent bilan n'a pu être réalisé sans la disponibilité et l'engagement indéfectible du personnel de la CONFEMEN à qui j'exprime toute ma reconnaissance, en particulier à l'équipe du CODIR et du BSG qui ont été les plus proches collaborateurs. A la période d'adaptation du début de l'année 2019 a succédé les ajustements liés aux contraintes de la pandémie de la COVID 19. Toutes ces expériences ont inscrit progressivement l'institution dans une ère nouvelle marquée par la construction d'une culture et d'une identité collectives. Nous formons désormais une équipe engagée dans la dynamique de changement imprimée dans le nouveau plan quinquennal 2022-2026 et déterminée à réaliser notre mot d'ordre commun :

Agir plus, agir ensemble, agir pour tous !

... en vue d'atteindre les cibles de l'ODD4 à l'horizon 2030

Merci !

Abdel Rahamane BABA-MOUSSA

Secrétaire Général de la CONFEMEN



Complexe Sicap Point E,
Immeuble C, 3^e étage, Avenue Cheikh Anta Diop
BP : 3220 Dakar Sénégal
Tél. : (221) 33 859 29 79 • Fax : (221) 33 825 17 70
confemen@confemen.org